

Ubu voudrait se soigner

« Euphorique » : c'est effectivement, à quelques nuances près, l'état d'esprit des élus du Pays de Montbéliard, suite à l'autorisation accordée au projet de clinique dans la Cité des Princes (nos précédentes éditions). Voix discordantes dans ce dossier depuis le départ, toutes les sections de la CGT -des retraités à l'union locale- ne partagent pas l'enthousiasme général.

« L'implantation de cette clinique chirurgicale, a priori en avril 2018, ne règle nullement les problèmes créés par la fermeture prévue début 2017 des hôpitaux de Montbéliard et Belfort », estiment-elles. Et le syndicat de rappeler ses motifs d'inquiétude : un site unique de Trévenans « sous-dimensionné », notamment en lits de médecine, sa desserte pas encore au point et un service d'urgences unique pour l'Aire urbaine qui risque rapidement, selon lui, l'engorgement.

La CGT renouvelle donc sa demande de conserver, sur Montbéliard (aile D de l'hôpital Bouloche) comme sur Belfort, un service public de santé de proximité avec un service d'urgences non vitales et des consultations de médecine ambulatoire. Proposition d'autant plus légitime, argue-t-elle, que l'implantation de la clinique privée va être largement financée par des fonds publics, que ce soit le terrain (12 000 m² de la ville de Montbéliard) ou la construction du bâtiment pour lequel le groupe Noalys pourrait bénéficier d'un bail emphytéotique. Sans oublier, affirme-t-elle, que la ville de Montbéliard devra à terme racheter l'hôpital Bouloche désaffecté. « Au total, les habitants paient bien cher pour se voir privés d'un véritable service public de santé », conclut-elle. Ubu y retrouverait ses petits. Pas sûr que les habitants, eux, en tirent satisfaction.

Sophie DOUGNAC